

## 6 syndicats interpellent le ministère sur le mouvement des professeurs, la DGRH leur répond

5-6 minutes

"Catastrophique à plus d'un titre" : voilà comment 6 syndicats (Snuipp-FSU, SE-Unsa, Snudi-FO, Sgen-CFDT, Unsen-CGT Educ'action et SUD éducation) qualifient les "opérations du mouvement des personnels enseignants du 1er degré" dans une [lettre](#) adressée à Jean-Michel Blanquer, le 24 mai 2019. Selon eux, "les calendriers locaux ne pourront être respectés, avec des retards de plusieurs semaines", créant "un climat de forte inquiétude". Le ministère leur a assuré, lors d'une réunion lundi 27 mai, que les problèmes techniques allaient être réglés et que les procédures seront conclues avant l'été.



Les procédures de mutation des professeurs des écoles ont été modifiées Amanda Mills, USDCDP

En raison de la modification de la procédure de mobilité dans le 1er degré ([lire sur AEF info](#)) et de difficultés liées au nouveau logiciel d'affectation, six syndicats du premier degré (Snuipp-FSU, SE-Unsa, Snudi-FO, Sgen-CFDT, Unsen-CGT Educ'action et SUD éducation) ont envoyé une lettre au ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, le 24 mai 2019, pour dénoncer un mouvement des enseignants du 1er degré "catastrophique à plus d'un titre". Selon eux, "les calendriers locaux ne pourront être respectés, avec des retards de plusieurs semaines", créant "un climat de forte inquiétude".

Ainsi, afin d'éviter des "affectations profondément injustes", les syndicats demandent :

- la mise en place de groupes de travail de vérification des barèmes et des affectations,
- d'autoriser les personnels à renoncer à une affectation obtenue lorsque "celle-ci n'est pas satisfaisante",
- une affectation définitive seulement en cas d'accord des personnels.

"Impossible de revenir sur l'algorithme" (Francette Popineau)

Les syndicats ont été reçus par le ministère - et notamment Édouard Geffray (DGRH), Florence Dubo (cheffe du service des personnels enseignants) et Jean-Marc Merriault (DNE) - lundi 27 mai 2019. Selon Vincent Gomez, secrétaire fédéral "politique des personnels" au Sgen-CFDT, le ministère a "pris conscience des difficultés et des bugs". Neuf départements seraient encore concernés par ces problèmes. Vincent Gomez indique que la DGRH a assuré vouloir corriger les problèmes techniques, rendre public l'algorithme d'affectation et conclure les procédures d'affectation avant l'été.

Concernant les demandes émises par les organisations dans leur lettre au ministre, la DGRH aurait, selon Vincent Gomez, répondu favorablement à la mise en place de groupes de travail de vérification dans chaque département. En revanche, il ne serait pas question de revenir sur les deux autres points : la possibilité de renoncer à une affectation et l'affectation définitive après accord.

"Le ministère a surtout apporté des réponses sur le plan technique, et non sur le plan humain", ajoute Francette Popineau, du Snuipp-FSU. Et de conclure, sur les groupes de travail : "Mais comme il n'y a aucune souplesse avec l'algorithme et qu'il sera impossible de revenir dessus quand cela serait nécessaire, ça ne sert à rien. Je ne suis pas sûre que le ministère ait conscience des dégâts sensibles que peut causer le mouvement sur les collègues".

Contacté par AEF info le 27 mai 2019, le MEN n'a pour le moment pas donné suite.

Dépêche n° 607021